

Juin  
2014

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

MARCHES PUBLICS

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE  
A LA SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES  
MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2014**

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>I.SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2014.....</b>	<b>2</b>
I.1. Planification et mise en exécution des lignes à marchés.....	2
I.2. Volume des opérations de passation de marchés à fin publics juin 2014.....	3
<b>II.SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2014.....</b>	<b>5</b>
II.1. Mécanisme de suivi des délais.....	5
II.2. Situation des délais observés au premier semestre 2014.....	6
<b>III.MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
III.1. Renforcement des outils de gestion.....	6
III.2. Renforcement des capacités.....	7
<b>IV.PERSPECTIVES POUR LA GESTION 2014.....</b>	<b>7</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>8</b>

## **INTRODUCTION**

L'efficacité du système des marchés publics a été de tout temps une préoccupation majeure des décideurs publics, aussi bien gouvernementaux que multilatéraux.

Selon les statistiques produites pour l'exercice budgétaire 2013 par la Direction des Marchés Publics, un délai moyen de 322 jours (10,8 mois) était observé entre le dépôt d'un dossier d'appel d'offres et son approbation par l'autorité compétente.

Aussi, dans un souci de recherche de l'efficacité dans l'exécution des procédures de passation des marchés publics en vue d'atteindre les objectifs annuels d'investissements de plus en plus importants, le Gouvernement a-t-il pris des mesures visant à réduire le délai moyen de l'ensemble des étapes de la passation des marchés publics de 322 jours à 88 jours.

La présente communication vise (I) à informer le Gouvernement sur l'état d'exécution des lignes de crédits du budget éligibles aux procédures de passation des marchés publics au premier semestre 2014, (II) à relever les contraintes et difficultés rencontrées et, (III) enfin, à présenter les dispositions prises pour améliorer le système de passation des marchés publics et le niveau d'absorption du budget.

Cette communication s'articule autour des points ci-après :

- situation des opérations de passation des marchés publics à fin juin 2014 ;
- situation des délais d'exécution des marchés publics à fin juin 2014 ;
- mesures prises pour l'amélioration de l'efficacité des marchés publics ;
- perspectives pour la gestion 2014.

### **I. SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2014**

Au premier semestre 2014, la part du budget de l'Etat devant faire l'objet de passation de marchés s'évalue à 1530 milliards FCFA pour 2887 lignes de crédits éligibles (cf. tableau 2). En 2013, les opérations de marchés publics ont porté sur 2832 lignes de crédits d'un montant cumulé de 821,6 milliards FCFA.

#### **I.1. Planification et mise en exécution des lignes à marchés**

Les plans généraux de passation des marchés publics (PGPM) consolidés à fin juin 2014 font état de 1633 lignes reçues par la Direction des Marchés Publics (DMP).

En application de l'article 18 du Code des marchés publics, l'élaboration des plans de passation des marchés (PPM) par les structures assujetties au Code constitue une condition préalable pour le lancement des opérations de passation des marchés. Au total à fin juin 2014, 1399 opérations ayant fait l'objet de PPM, soit 85,7% des opérations du PGPM, ont été validées.

Au premier semestre 2014, 440 dossiers d'appels d'offres ont été reçus par la DMP en central et 599 avis ont été publiés au Bulletin Officiel des Marchés Publics (cf. tableau 1). La différence de 159 dossiers s'explique par le fait qu'en région, les dossiers d'appel d'offres ouvert ou les programmations d'appel d'offres restreint sont gérés selon les principes de la décentralisation et de la déconcentration. Aussi, les Directions Régionales sont-elles en charge de la réception et du traitement des dossiers d'appel d'offres qui sont publiés ou programmés.

Le tableau ci-après donne la répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification.

**Tableau n°1** : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin juin 2014

Années	Nombre de lignes à marchés	PGPM	PPM	Nombre de lignes planifiées dans le SIGMAP	Nombre de DAO reçus à la DMP en central	Nombre de DAO traités à la DMP régionale	Nombre total de DAO reçus	AAO publiés			
								Travaux	Fournitures	Prestations courantes	Services
2014	2887	1633	1399	1061	440	159	599	244	211	114	30
2013	2832	Non mis en œuvre en 2013		1068	462		462	122	216	93	31

Source: DMP SIGMAP = Système Intégré de Gestion des Marchés Publics DAO = Dossier d'Appel d'Offres AAO = Avis d'Appel d'Offres

## I.2. Volume des opérations de passation de marchés publics à fin juin 2014

### I.2.1 Lignes à marchés par type d'entités à fin juin 2014

Au premier semestre 2014, sur 2887 lignes soumises à la procédure de passation de marchés publics, 47% sont des lignes de l'Administration centrale, 26% émanent des collectivités décentralisées, 14% portent sur des établissements publics nationaux et 13% concernent des sociétés d'Etat (cf. Tableau 2). Comparativement au premier semestre 2013, la part des Collectivités dans le nombre de lignes soumises à marché est passée de 7,8% à 26%.

Le tableau ci-après présente la répartition des lignes à marchés par type d'entités :

**Tableau n°2** : Répartition des lignes à marchés par type d'entités

Type de structure	Nombre de lignes soumises à marché	%	Montant total des lignes soumises à marché (FCFA)	%	Nombre de plannings validés	%	Dotation des lignes planifiées (FCFA)
ADMINISTRATION	1 349	47	881 001 756 444	58	640	60	388 329 954 237
COLLECTIVITES	755	26	62 259 010 750	4	39	4	4 896 460 000
EPN	416	14	110 158 698 279	7	348	33	62 932 569 528
SODE	367	13	476 581 299 233	31	34	3	157 548 158 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 887</b>	<b>100</b>	<b>1 530 000 764 706</b>	<b>100</b>	<b>1 061</b>	<b>100</b>	<b>613 707 141 765</b>

Source:DMP

EPN (EPA-EPIC) = Etablissements Publics Nationaux SODE= Société d'Etat

### I.2.2 Marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2014

Les marchés approuvés, au premier semestre 2014, s'élèvent en nombre et en valeur, respectivement à 748 et 260,1 milliards FCFA (cf. tableau 3 et annexe 1), soit une baisse de 2% en nombre et 19% en valeur par rapport à l'année dernière. En effet, le montant total des marchés approuvés a été de 320,0 milliards FCFA à fin juin 2013, provenant en partie de la régularisation des commandes passées en 2012 pour un montant total de 185,6 milliards FCFA.

**Tableau n°3** : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2014 (Annexe 1)

Mode de passation	Marchés Approuvés											
	Janvier, février-mars 2014				Avril-mai-juin 2014				Janvier à Juin 2014 (cumul)			
	Nombre	%	Montant en de milliards FCFA	%	Nombre	%	Montant en milliards de FCFA	%	Nombre	%	Montant en milliards de FCFA	%
Appel d'offres ouvert	59	64,1	41,4	80,9	271	41,3	158,0	75,6	330	44,1	199,4	76,6
Appel d'offres restreint	10	10,9	2,6	5,2	70	10,7	27,3	13,0	80	10,7	29,9	11,5
<b>Sous total Procédures concurrentielles</b>	<b>69</b>	<b>75,0</b>	<b>44,0</b>	<b>86,1</b>	<b>341</b>	<b>52,0</b>	<b>185,2</b>	<b>88,6</b>	<b>410</b>	<b>54,8</b>	<b>229,2</b>	<b>88,1</b>
Gré à gré	7	7,6	3,1	6,0	22	3,4	12,1	5,8	29	3,9	15,2	5,8
Avenant	5	5,4	1,4	2,6	48	7,3	1,4	0,7	53	7,1	2,8	1,1
Convention	5	5,4	2,5	4,8	18	2,7	3,8	1,8	23	3,1	6,3	2,4
Lettre de commande valant marché	6	6,5	0,2	0,5	227	34,6	6,4	3,1	233	31,1	6,6	2,5
<b>Sous total Procédures non concurrentielles</b>	<b>23</b>	<b>25,0</b>	<b>7,2</b>	<b>13,9</b>	<b>315</b>	<b>48,0</b>	<b>23,7</b>	<b>11,4</b>	<b>338</b>	<b>45,2</b>	<b>30,9</b>	<b>11,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>92</b>	<b>100</b>	<b>51,2</b>	<b>100</b>	<b>656</b>	<b>100,0</b>	<b>208,9</b>	<b>100,0</b>	<b>748</b>	<b>100,0</b>	<b>260,1</b>	<b>100,0</b>

Source : DMP

Les marchés passés par **appels d'offres ouverts** représentent en nombre **44,1%** des marchés approuvés pour un montant de 199,4 milliards FCFA soit **76,6%** de la valeur de l'ensemble des marchés approuvés. Par rapport au premier semestre 2013, le nombre de marchés approuvés, passés par appel d'offres ouvert, sur la même période en 2014 a augmenté de 52,1%. **En valeur, les marchés approuvés au premier semestre 2014 représentent 4 fois ceux de la même période en 2013 qui s'élevaient à 48 835 662 283 FCFA.**

S'agissant des marchés passés par **appels d'offres restreints**, ils représentent en valeur **11,5%** du montant total des marchés approuvés contre **2,6%** au premier semestre 2013.

Quant aux **marchés de gré à gré**, ils représentent **5,8%** de la valeur des marchés approuvés au premier semestre contre **65%** au premier semestre 2013. Ce premier semestre 2014 enregistre une chute considérable du recours à cette procédure dérogatoire.

En ce qui concerne le **Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)**, huit (8) marchés ont été approuvés pour un montant de 23,6 milliards au premier semestre 2014 soit 9% en valeur du montant total des marchés approuvés.

Quant au **Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)**, dix (10) marchés ont été approuvés pour un montant de 4,9 milliards soit 2% en valeur du montant total des marchés approuvés. Le niveau des investissements du PPU connaîtra une nette augmentation au troisième trimestre en raison du nombre important de marchés en cours de passation.

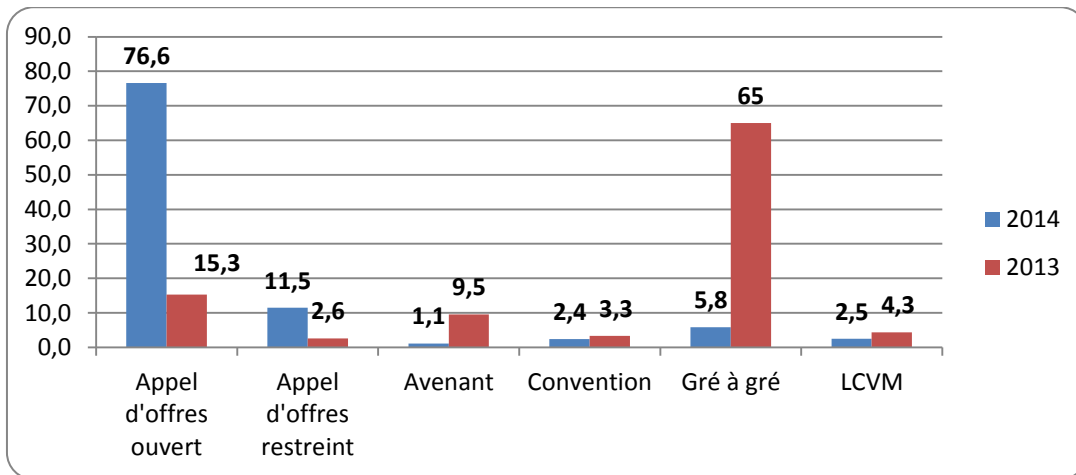
Tableau N°4 -Répartition des marchés approuvés PPU et C2D

Valeur en FCFA		Appel d'offres ouvert	Appel d'offres restreint	Gré à gré	Lettre de Commande Valant Marché	Convention	Avenant	TOTAL
<b>Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)</b>	Nombre	7	0	1	1	0	1	10
	Valeur	3 786 123 441	-	978 806 787	187 210 128	-	25 064 295	4 977 204 651
<b>Contrat de Désendettement et de Développement</b>	Nombre	2	0	1	0	2	3	8
	Valeur	21 486 594 669	-	181 377 979	-	1 734 955 000	1 734 955 000	25 137 882 648

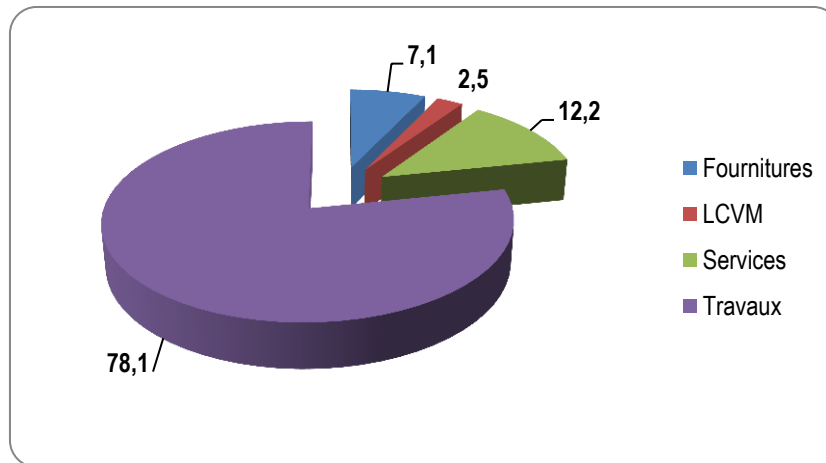
Les graphiques ci-dessous présentent les marchés approuvés par mode de passation et type.

**Graphique n°1 : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin juin 2013 et 2014**

( en pourcentage)



**Graphique n°2 : Répartition des marchés approuvés par type de passation à fin juin 2014 (en pourcentage)**



Note : services (12,2%) est composé de prestations (9,8%) et des conventions (2,4%)

## II. SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS A FIN JUIN 2014

En vue d'améliorer le processus d'exécution des marchés publics, un mécanisme de suivi des délais a été mis en place ainsi qu'un programme de renforcement de capacités des différents acteurs.

### II.1.Mécanisme de suivi des délais

Au cours du premier semestre 2014, les textes suivants ont été présentés par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget, en vue de la mise en place d'un cadre réglementaire pour le suivi et l'encadrement des délais de passation des marchés publics :

- **le décret n°2014-306 du 27 mai 2014** modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant Code des marchés publics adopté par le Gouvernement en mai dernier. Ce décret porte sur la réduction des délais de passation et d'exécution des marchés de trois cent vingt-deux (322) jours (observés en 2013) à quatre-vingt-huit (88) jours ;

- **l'arrêté n°068/MPMB/CAB du 21 février 2014** portant création du comité de suivi des délais de passation des marchés et d'exécution de la dépense (DOC-DPMED). Ce Comité est opérationnel et se réunit deux (2) fois par mois depuis le 04 mars 2014. Il a permis la mise en place de matrices de suivi et de contrôle des délais internes à la DMP et de ceux relevant des acteurs extérieurs. A ce titre, des courriers de relance sont régulièrement adressés aux autorités contractantes qui enregistrent un dépassement des délais en vigueur aux différentes étapes de procédures ;

## **II.2. Situation des délais observés au premier semestre 2014**

Au premier semestre 2014, douze (12) ministères et institutions sur trente-quatre (34) ont effectué des opérations de passation de marchés publics allant de l'examen des dossiers d'appel d'offres à l'approbation des marchés (voir annexe 3a pour plus de détails). **Les délais de passation de marchés moyen, minimum et maximum sont respectivement de 168 jours, 133 jours et 228 jours pour les ministères ayant déroulé toute la procédure.**

Ces délais restent élevés comparés au délai réglementaire de 88 jours du décret n°2014-306 du 27 mai 2014. Toutefois les mesures prises par le Ministère du Budget pour fluidifier le circuit de la dépense publique vont contribuer de façon certaine à réduire les délais de passation au prochain trimestre. Les nombreux courriers de relance adressés par le Ministre du Budget aux Ministères et structures dont les délais s'écartent de ceux définis par le décret ont déjà permis de réduire de façon considérable les délais d'attribution et d'approbation des marchés. A titre d'information, trente-sept courriers de relance ont été adressés.

## **III. MESURES PRISES POUR L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS**

### **III.1. Renforcement du cadre réglementaire**

Dans le cadre de l'amélioration du cadre réglementaire de passation des marchés publics, les textes suivants ont été pris par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget, au cours du premier semestre 2014 :

- **l'arrêté n°118 MPMB du 26 mars 2014** portant modalités d'application des sanctions des violations de la réglementation des marchés publics ;
- **l'arrêté n°325/MPMB/DGBF du 23 mai 2014** portant composition et fonctionnement des cellules de passation des marchés publics. Une phase pilote est en cours d'exécution avec la mise en place de ces cellules dans **sept (7) ministères** que sont le Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense, le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, le Ministère des Infrastructures Economiques, le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Cette disposition permettra de stabiliser et de capitaliser l'expérience acquise par les agents chargés des marchés publics au niveau sectoriel et assurer une meilleure coordination des activités de passation des marchés au sein des départements ministériels.

### **III.2. Renforcement des outils de gestion**

Dans le but de renforcer le dispositif existant, des outils sont mis en place. Il s'agit des :

- dossiers d'appel d'offres allégés pour des acquisitions moins complexes en vue de faciliter le montage des dossiers d'appels d'offres aux autorités contractantes, notamment le dossier d'appel d'offres de fourniture de carburant allégé, disponible sur le site internet de la Direction des Marchés Publics (<http://marchespublics.ci/fr/dtao.php>) ;

- manuels de procédure des marchés publics, à vocation pédagogique, composés de dix fascicules et mis à disposition gratuitement des acteurs sur le site DMP (<http://www.marchespublics.ci>). Ils permettront d'éclairer tous les acteurs de la chaîne de passation de marchés en vue de la maîtrise des procédures et contribueront à la réduction des délais.

### III.3. Renforcement des capacités

Au premier semestre 2014, dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs publics et privés du système de passation des marchés publics, plusieurs sessions de formation ont été effectuées par la Direction des Marchés Publics. Il s'agit notamment :

- du processus d'information et de sensibilisation des membres des Cabinets ministériels sur les marchés publics, engagé par le Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget, en application des recommandations du Séminaire gouvernemental en date du 19 mai 2014 sur le thème « budget et marchés publics ». Ces formations sur site qui ont démarré le 17 juin 2014 et prévu pour s'achever le 03 juillet 2014 se poursuivent en raison des contraintes de calendrier de certains ministères. A ce jour, **vingt-sept (27) ministères sur vingt-neuf (29)** ont été sensibilisés et 302 personnes ont assisté à ces sessions sur les procédures des marchés publics (Annexe 4b) ;
- des formations dispensées au profit des administrateurs de crédits et des intervenants au niveau de la passation des marchés des structures telles que l'Université Félix Houphouët-Boigny, la PETROCI-HOLDING, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Côte d'Ivoire et le Port Autonome d'Abidjan ;
- du renforcement des capacités au profit des membres de la Commission Administrative de Conciliation ;
- de la poursuite du renforcement des capacités du personnel de la DMP ;
- des activités relatives aux appuis techniques aux autorités contractantes dont la formation au profit des cadres du Conseil Café-cacao, du Ministère de l'Industrie et des Mines et de la Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF).

## IV. PERSPECTIVES POUR LA GESTION 2014

Au titre des mesures à court terme qui concernent les acteurs des marchés publics tant au niveau central qu'en région, il s'agira de :

- poursuivre la vulgarisation auprès des autorités contractantes, des nouveaux dossiers types d'appel d'offres pour les travaux, les fournitures et services connexes et les prestations intellectuelles ;
- poursuivre la formation des acteurs des marchés publics en régions ;
- continuer la vulgarisation des manuels de procédures des marchés publics ;
- procéder au lancement de la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) à l'issue de la phase test organisée en liaison avec le Contrôle financier et le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) ;
- Le lancement du projet de catégorisation des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) est prévu avant la fin de l'année 2014. Une Commission ad hoc comprenant les représentants de l'Administration, du Secteur privé et de la Société civile a été mise en place pour la finalisation des différents dossiers devant aboutir à cette catégorisation.



La mise en œuvre de ces mesures devrait permettre d'améliorer de façon significative le rendement des services et l'exécution des dépenses éligibles à la procédure des marchés publics.

## **CONCLUSION**

L'exécution à fin juin 2014 du budget soumis à la procédure des marchés publics fait apparaître une bonne dynamique en ce qui concerne le respect de l'appel d'offres comme norme d'acquisition des biens et services. Le taux de gré à gré au premier semestre est passé de 65% en 2013 à moins de 6% en 2014.

Les délais de passation ont connu une légère baisse relativement aux années précédentes. Toutefois les mesures prises pour fluidifier le circuit de la dépense permettront de réduire de façon significative les délais des trimestres à venir pour se rapprocher d'avantage du délai cible de 88 jours du décret 2014-306 du 27 mai 2014.

Telle est l'économie de la présente communication relative à la situation des opérations de passation des marchés publics à fin juin 2014, soumise à l'adoption du Conseil.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET**

**Abdourahmane CISSE**

## PIECES JOINTES

1. Synthèse des marchés approuvés par mode de passation, par ministère et institution (Annexe 1)
2. Synthèse des marchés approuvés par type de passation, par ministère et institution (Annexe 2)
3. Etat des délais de passation des marchés par Ministère au premier semestre 2014 (Annexe 3a)
4. Etat des courriers de relance (Annexe 3b)
5. Situation sur les activités de formation et de renforcement de capacités (Annexe 4a).  
  
Synthèse séminaire de sensibilisation et information membres Cabinets
6. Ministériels (Annexe 4b)



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

**MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION**

Par ordre décroissant du taux en valeur de procédures non concurrentielles (GAG)

**Gestion : 2014**
**Du : 01/01/2014**
**Au : 30/06/2014**

MINISTÈRE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	95	12,7%	36	10,9%	7	8,8%	3	10,3%	13	5,6%	6	26,1%	30	56,6%
	98 839 195 412	38,0%	69 020 685 220	34,6%	21 459 161 685	71,9%	3 678 820 770	24,3%	203 999 999	3,1%	2 192 163 700	34,7%	2 284 364 038	80,3%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	45	6,0%	8	2,4%	3	3,8%	10	34,5%	23	9,9%	1	4,3%	0	0,0%
	7 727 420 719	3,0%	3 547 649 480	1,8%	95 090 000	0,3%	3 601 881 241	23,8%	397 799 998	6,0%	85 000 000	1,3%	0	0,0%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	18	2,4%	3	0,9%	5	6,3%	3	10,3%	0	0,0%	5	21,7%	2	3,8%
	8 207 217 631	3,2%	1 125 402 400	0,6%	2 887 649 130	9,7%	2 908 382 808	19,2%	0	0,0%	1 285 783 293	20,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	8	1,1%	4	1,2%	0	0,0%	1	3,4%	1	0,4%	0	0,0%	2	3,8%
	3 071 882 317	1,2%	291 508 416	0,1%	0	0,0%	1 718 064 264	11,3%	762 499 982	11,6%	0	0,0%	299 809 655	10,5%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	72	9,6%	48	14,5%	4	5,0%	2	6,9%	17	7,3%	0	0,0%	1	1,9%
	4 601 923 494	1,8%	2 514 369 253	1,3%	349 977 302	1,2%	1 401 840 000	9,2%	335 736 939	5,1%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	21	2,8%	13	3,9%	1	1,3%	2	6,9%	5	2,1%	0	0,0%	0	0,0%
	2 706 260 543	1,0%	1 506 991 333	0,8%	94 080 000	0,3%	1 024 524 150	6,8%	80 665 060	1,2%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	29	3,9%	14	4,2%	2	2,5%	2	6,9%	6	2,6%	3	13,0%	2	3,8%
	4 274 781 755	1,6%	1 596 932 435	0,8%	110 000 000	0,4%	500 170 317	3,3%	153 479 998	2,3%	1 914 199 005	30,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGE DE LA DÉFENSE	32	4,3%	22	6,7%	0	0,0%	4	13,8%	1	0,4%	0	0,0%	5	9,4%
	2 759 863 733	1,1%	2 475 364 799	1,2%	0	0,0%	181 990 662	1,2%	19 000 000	0,3%	0	0,0%	83 508 272	2,9%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

**MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION**

Par ordre décroissant du taux en valeur de procédures non concurrentielles (GAG)

MINISTERE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	13	1,7%	4	1,2%	0	0,0%	1	3,4%	8	3,4%	0	0,0%	0	0,0%
	666 615 122	0,3%	96 657 217	0,0%	0	0,0%	80 358 000	0,5%	489 599 905	7,4%	0	0,0%	0	0,0%
PREMIER MINISTRE, MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	13	1,7%	7	2,1%	0	0,0%	1	3,4%	4	1,7%	0	0,0%	1	1,9%
	1 425 313 717	0,5%	1 180 885 734	0,6%	0	0,0%	60 000 000	0,4%	70 900 001	1,1%	0	0,0%	113 527 982	4,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	47	6,3%	6	1,8%	24	30,0%	0	0,0%	16	6,9%	0	0,0%	1	1,9%
	2 933 412 531	1,1%	830 397 846	0,4%	1 528 096 939	5,1%	0	0,0%	570 328 169	8,7%	0	0,0%	4 589 577	0,2%
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	19	2,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	18	7,7%	1	4,3%	0	0,0%
	527 513 009	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	336 000 000	5,1%	191 513 009	3,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	38	5,1%	16	4,8%	8	10,0%	0	0,0%	9	3,9%	0	0,0%	5	9,4%
	8 552 793 222	3,3%	7 330 452 724	3,7%	709 744 445	2,4%	0	0,0%	451 874 550	6,9%	0	0,0%	60 721 503	2,1%
MINISTÈRE DU COMMERCE	37	4,9%	7	2,1%	7	8,8%	0	0,0%	23	9,9%	0	0,0%	0	0,0%
	1 135 222 934	0,4%	416 634 018	0,2%	245 000 000	0,8%	0	0,0%	473 588 916	7,2%	0	0,0%	0	0,0%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	16	2,1%	3	0,9%	5	6,3%	0	0,0%	4	1,7%	2	8,7%	2	3,8%
	1 473 416 723	0,6%	289 510 551	0,1%	742 502 090	2,5%	0	0,0%	225 649 996	3,4%	215 754 086	3,4%	0	0,0%
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	2	8,7%	0	0,0%
	373 299 574	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	15 000 000	0,2%	358 299 574	5,7%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	53	7,1%	43	13,0%	0	0,0%	0	0,0%	8	3,4%	2	8,7%	0	0,0%
	19 189 838 422	7,4%	18 892 128 492	9,5%	0	0,0%	0	0,0%	289 999 930	4,4%	7 710 000	0,1%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	14	1,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	14	6,0%	0	0,0%	0	0,0%
	252 596 799	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	252 596 799	3,8%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	8	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	8	3,4%	0	0,0%	0	0,0%
	207 899 998	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	207 899 998	3,2%	0	0,0%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION

Par ordre décroissant du taux en valeur de procédures non concurrentielles (GAG)

MINISTERE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	22	2,9%	11	3,3%	1	1,3%	0	0,0%	10	4,3%	0	0,0%	0	0,0%
	22 660 062 595	8,7%	22 408 770 195	11,2%	50 000 000	0,2%	0	0,0%	201 292 400	3,1%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	11	1,5%	1	0,3%	4	5,0%	0	0,0%	6	2,6%	0	0,0%	0	0,0%
	828 210 995	0,3%	149 565 000	0,1%	502 955 996	1,7%	0	0,0%	175 689 999	2,7%	0	0,0%	0	0,0%
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	4	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	1,7%	0	0,0%	0	0,0%
	175 000 000	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	175 000 000	2,7%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	9	1,2%	0	0,0%	1	1,3%	0	0,0%	8	3,4%	0	0,0%	0	0,0%
	313 899 996	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,5%	0	0,0%	163 899 996	2,5%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	7	0,9%	3	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	3	1,3%	1	4,3%	0	0,0%
	388 926 194	0,1%	265 085 515	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	48 499 999	0,7%	75 340 680	1,2%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	11	1,5%	5	1,5%	0	0,0%	0	0,0%	6	2,6%	0	0,0%	0	0,0%
	683 595 161	0,3%	577 995 161	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	105 600 000	1,6%	0	0,0%	0	0,0%
PARQUET GENERAL	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
	94 205 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	94 205 000	1,4%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	13	1,7%	6	1,8%	0	0,0%	0	0,0%	7	3,0%	0	0,0%	0	0,0%
	314 757 425	0,1%	242 883 325	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	71 874 100	1,1%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU TOURISME	6	0,8%	1	0,3%	2	2,5%	0	0,0%	3	1,3%	0	0,0%	0	0,0%
	194 384 150	0,1%	42 104 148	0,0%	90 000 000	0,3%	0	0,0%	62 280 002	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
COUR SUPREME	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	58 500 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	58 500 000	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	35 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	35 000 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

**MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR MINISTERE ET INSTITUTION**

Par ordre décroissant du taux en valeur de procédures non concurrentielles (GAG)

MINISTERE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
	30 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	30 000 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	4	0,5%	0	0,0%	3	3,8%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	246 681 703	0,1%	0	0,0%	216 681 703	0,7%	0	0,0%	30 000 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1	0,1%	0	0,0%	1	1,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	96 300 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	7	0,9%	5	1,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	3,8%
	271 140 780	0,1%	271 140 780	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	66	8,8%	64	19,4%	2	2,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	64 828 538 719	24,9%	64 292 404 545	32,2%	536 134 174	1,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>748</b>	<b>100,0%</b>	<b>330</b>	<b>44,1%</b>	<b>80</b>	<b>10,7%</b>	<b>29</b>	<b>3,9%</b>	<b>233</b>	<b>31,1%</b>	<b>23</b>	<b>3,1%</b>	<b>53</b>	<b>7,1%</b>
	<b>260 145 670 373</b>	<b>100,0%</b>	<b>199 365 518 587</b>	<b>76,6%</b>	<b>29 863 373 464</b>	<b>11,5%</b>	<b>15 156 032 212</b>	<b>5,8%</b>	<b>6 588 461 736</b>	<b>2,5%</b>	<b>6 325 763 347</b>	<b>2,4%</b>	<b>2 846 521 027</b>	<b>1,1%</b>



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

**Gestion : 2014**

**Du : 01/01/2014**

**Au : 30/06/2014**

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	95	12,7%	60	34,1%	1	0,5%	15	11,7%	13	5,6%	6	26,1%	0	*****
	98 839 195 412	38,0%	94 133 352 369	46,3%	164 472 000	0,9%	2 145 207 344	8,4%	203 999 999	3,1%	2 192 163 700	34,7%	0	*****
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	66	8,8%	53	30,1%	7	3,7%	6	4,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	64 828 538 719	24,9%	60 721 360 336	29,9%	2 233 201 251	12,1%	1 873 977 132	7,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	22	2,9%	2	1,1%	10	5,3%	0	0,0%	10	4,3%	0	0,0%	0	*****
	22 660 062 595	8,7%	22 170 579 547	10,9%	288 190 648	1,6%	0	0,0%	201 292 400	3,1%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	53	7,1%	24	13,6%	14	7,4%	5	3,9%	8	3,4%	2	8,7%	0	*****
	19 189 838 422	7,4%	15 866 710 642	7,8%	2 599 551 500	14,1%	425 866 350	1,7%	289 999 930	4,4%	7 710 000	0,1%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	38	5,1%	1	0,6%	9	4,8%	19	14,8%	9	3,9%	0	0,0%	0	*****
	8 552 793 222	3,3%	4 021 573 960	2,0%	709 744 445	3,8%	3 369 600 267	13,2%	451 874 550	6,9%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DU BUDGET	18	2,4%	1	0,6%	3	1,6%	9	7,0%	0	0,0%	5	21,7%	0	*****
	8 207 217 631	3,2%	33 999 493	0,0%	3 637 211 558	19,7%	3 250 223 287	12,7%	0	0,0%	1 285 783 293	20,3%	0	*****
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	45	6,0%	0	0,0%	3	1,6%	18	14,1%	23	9,9%	1	4,3%	0	*****
	7 727 420 719	3,0%	0	0,0%	95 090 000	0,5%	7 149 530 721	28,0%	397 799 998	6,0%	85 000 000	1,3%	0	*****
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	72	9,6%	2	1,1%	28	14,9%	25	19,5%	17	7,3%	0	0,0%	0	*****
	4 601 923 494	1,8%	173 772 600	0,1%	1 311 636 102	7,1%	2 780 777 853	10,9%	335 736 939	5,1%	0	0,0%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	29	3,9%	4	2,3%	10	5,3%	6	4,7%	6	2,6%	3	13,0%	0	*****
	4 274 781 755	1,6%	131 757 449	0,1%	387 965 999	2,1%	1 687 379 304	6,6%	153 479 998	2,3%	1 914 199 005	30,3%	0	*****
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	8	1,1%	3	1,7%	3	1,6%	1	0,8%	1	0,4%	0	0,0%	0	*****
	3 071 882 317	1,2%	2 212 416 353	1,1%	96 965 982	0,5%	0	0,0%	762 499 982	11,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	47	6,3%	2	1,1%	29	15,4%	0	0,0%	16	6,9%	0	0,0%	0	*****
	2 933 412 531	1,1%	184 891 807	0,1%	2 178 192 555	11,8%	0	0,0%	570 328 169	8,7%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	32	4,3%	3	1,7%	28	14,9%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	*****
	2 759 863 733	1,1%	1 313 509 827	0,6%	1 427 353 906	7,7%	0	0,0%	19 000 000	0,3%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	21	2,8%	6	3,4%	1	0,5%	9	7,0%	5	2,1%	0	0,0%	0	*****
	2 706 260 543	1,0%	594 064 508	0,3%	94 080 000	0,5%	1 937 450 975	7,6%	80 665 060	1,2%	0	0,0%	0	*****
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	16	2,1%	6	3,4%	3	1,6%	1	0,8%	4	1,7%	2	8,7%	0	*****
	1 473 416 723	0,6%	673 917 336	0,3%	330 000 000	1,8%	28 095 305	0,1%	225 649 996	3,4%	215 754 086	3,4%	0	*****
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	13	1,7%	0	0,0%	9	4,8%	0	0,0%	4	1,7%	0	0,0%	0	*****
	1 425 313 717	0,5%	0	0,0%	1 354 413 716	7,3%	0	0,0%	70 900 001	1,1%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DU COMMERCE	37	4,9%	0	0,0%	12	6,4%	2	1,6%	23	9,9%	0	0,0%	0	*****
	1 135 222 934	0,4%	0	0,0%	431 682 108	2,3%	229 951 910	0,9%	473 588 916	7,2%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	11	1,5%	3	1,7%	1	0,5%	1	0,8%	6	2,6%	0	0,0%	0	*****
	828 210 995	0,3%	449 955 996	0,2%	53 000 000	0,3%	149 565 000	0,6%	175 689 999	2,7%	0	0,0%	0	*****





Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	11	1,5%	2	1,1%	2	1,1%	1	0,8%	6	2,6%	0	0,0%	0	*****
	683 595 161	0,3%	477 704 822	0,2%	60 290 339	0,3%	40 000 000	0,2%	105 600 000	1,6%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	13	1,7%	3	1,7%	0	0,0%	2	1,6%	8	3,4%	0	0,0%	0	*****
	666 615 122	0,3%	57 259 377	0,0%	0	0,0%	119 755 840	0,5%	489 599 905	7,4%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	19	2,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	18	7,7%	1	4,3%	0	*****
	527 513 009	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	336 000 000	5,1%	191 513 009	3,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	7	0,9%	0	0,0%	3	1,6%	0	0,0%	3	1,3%	1	4,3%	0	*****
	388 926 194	0,1%	0	0,0%	265 085 515	1,4%	0	0,0%	48 499 999	0,7%	75 340 680	1,2%	0	*****
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAIN	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	2	8,7%	0	*****
	373 299 574	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	15 000 000	0,2%	358 299 574	5,7%	0	*****
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	13	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	6	4,7%	7	3,0%	0	0,0%	0	*****
	314 757 425	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	242 883 325	1,0%	71 874 100	1,1%	0	0,0%	0	*****
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	9	1,2%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	8	3,4%	0	0,0%	0	*****
	313 899 996	0,1%	0	0,0%	150 000 000	0,8%	0	0,0%	163 899 996	2,5%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	7	0,9%	1	0,6%	5	2,7%	1	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	271 140 780	0,1%	0	0,0%	217 261 980	1,2%	53 878 800	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	14	1,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	14	6,0%	0	0,0%	0	*****
	252 596 799	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	252 596 799	3,8%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	4	0,5%	0	0,0%	3	1,6%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	*****
	246 681 703	0,1%	0	0,0%	216 681 703	1,2%	0	0,0%	30 000 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	8	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	8	3,4%	0	0,0%	0	*****
	207 899 998	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	207 899 998	3,2%	0	0,0%	0	*****



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

SIGMAP

## REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

MINISTÈRE / INSTITUTION	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM		CONV		CNC	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DU TOURISME	6	0,8%	0	0,0%	2	1,1%	1	0,8%	3	1,3%	0	0,0%	0	*****
	194 384 150	0,1%	0	0,0%	90 000 000	0,5%	42 104 148	0,2%	62 280 002	0,9%	0	0,0%	0	*****
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	4	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	1,7%	0	0,0%	0	*****
	175 000 000	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	175 000 000	2,7%	0	0,0%	0	*****
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1	0,1%	0	0,0%	1	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
	96 300 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	*****
PARQUET GENERAL	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,9%	0	0,0%	0	*****
	94 205 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	94 205 000	1,4%	0	0,0%	0	*****
COUR SUPREME	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	*****
	58 500 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	58 500 000	0,9%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	*****
	35 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	35 000 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,9%	0	0,0%	0	*****
	30 000 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	30 000 000	0,5%	0	0,0%	0	*****
TOTAL	748	100,0%	176	23,5%	188	25,1%	128	17,1%	233	31,1%	23	3,1%	0	0,0%
	260 145 670 373	100,0%	203 216 826 422	78,1%	18 488 371 307	7,1%	25 526 247 561	9,8%	6 588 461 736	2,5%	6 325 763 347	2,4%	0	0,0%



## ANNEXE 3a - ETAT COMPARATIF DES DELAIS

## DELAIS DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS PAR MINISTERE 1er SEMESTRE 2014

N°	MINISTERE	ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES / 2014	Examen des dossiers d'appel d'offres	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Validation définitive du DAO*	Délai préparation	Délai de publicité	Travaux de la COJO et délibération	Demande d'avis de non objection	Avis de non objection de la DMP	Notification de l'attribution du marché	Publication des résultats et délai de recours	Délai ouverture et attribution	Signature du projet de marché pour approbation	Numérotation du marché	Approbation du marché	Notification de l'approbation du marché	Délai approbation	Temps total (cumul des délais partiels)	Observations
		ACTEURS	DMP/AC	Autorité Contractante (AC)	DMP	AC/DMP	DMP/AC	COJO	AC	DMP	AC	AC	COJO/AC/DMP	AC	AC	AC	AC			
		DELAIS (jours)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	29	3	5	7	3	18	88	
1	PRESIDENCE	7,70	1,67	1,00	10,4	30	3,3	16	7,00	3	dès notification	29,3	70,0	3,0	10,0			83,0	153	
2	PRIMATURE	5,64	9,57	1,43	16,6	30	13,384	10	18,50	3	dès notification	44,9	27,0	5,0	11,0			43,0	135	
3	GRANDE CHANCELLERIE	9,00	1,00	1,00	11,0	30														
4	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1,00																		
5	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	4,00	28,00	1,00	33,0	30														
6	Ministère d'Etat, Ministère de l'intérieur et de la sécurité	5,19	4,29	1,33	10,8	30	5,00	19,67	15,18	4	dès notification	43,8	36,3	6,3	5,7			48,3	133	
7	Ministère d'Etat, Ministère des affaires étrangères	0,00																		
8	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	8,50	6,00	1,50	16,0	30			7,00											
9	Ministère d'Etat, Ministère de l'emploi, des affaires sociales et de la formation professionnelle	7,17	6,88	1,67	15,7	30			13,46	10	dès notification									
10	Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	5,17	10,14	1,17	16,5	30			14,00	3	dès notification									
11	Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	9,47	12,00	2,45	23,9	30	26,5	44	11,27	3	dès notification	84,8	74,0	1,0	14,0			89,0	228	
12	Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	7,21	6,62	2,25	16,1	30	6	31	11,60	3	dès notification	51,6	38,0	7,5	36,5			82,0	180	
13	Ministère de l'Intégration et des Ivoiriens de l'Extérieur	0,00																		

## ANNEXE 3a - ETAT COMPARATIF DES DELAIS

### DELAIS DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS PAR MINISTERE 1er SEMESTRE 2014

N°	MINISTERE	ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES / 2014	Examen des dossiers d'appel d'offres	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP apres prise en compte des corrections	Validation définitive du DAO*	Délai préparation	Délai de publicité	Travaux de la COJO et délibération	Demande d'avis de non objection	Avis de non objection de la DMP	Notification de l'attribution du marché	Publication des résultats et délai de recours	Délai ouverture et attribution	Signature du projet de marché pour approbation	Numérotation du marché	Approbation du marché	Notification de l'approbation du marché	Délai approbation	Temps total (cumul des délais partiels)	Observations
		ACTEURS	DMP/AC	Autorité Contractante (AC)	DMP	AC/DMP	DMP/AC	COJO	AC	DMP	AC	AC	COJO/AC/DMP	AC	AC	AC	AC			
		DELAIS (jours)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	29	3	5	7	3	18	88	
14	Ministère du Pétrole et de l'Energie		4,00	3,40	2,00	9,4	30	11		13,79	7	dès notification								
15	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement		5,67	11,00	4,00	20,7	30	12	5	26,67	3	dès notification	46,7	58,5	1,1	11,4		71,0	168	
16	Ministère des Infrastructures Economiques		5,50	5,38	0,00	10,9	30	32,7	39,3	13,20	12	dès notification	97,2	48,0	4,8	9,8		62,5	201	
17	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative		0,00																	
18	Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique		5,11	7,00	1,67	13,8	30	17,5	12	11,00	3	dès notification	43,5	51,0	1,5	7,0		59,5	147	
19	Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME		5,60	3,57	1,57	10,7	30	14	12	9,50	3	dès notification	38,5	30,0	6,0	24,0		60,0	139	
20	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique		7,14	6,00	2,50	15,6	30	4,3333	25	16,50	2	dès notification	47,8	79,2	5,0	6,2		90,3	184	
21	Ministère des Transports		5,04	4,22	1,44	10,7	30			12,60	3	dès notification								
22	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques		4,00	2,00	3,00	9,0	30													
23	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida		6,24	16,28	2,48	25,0	30	16,667	19	14,98	3	dès notification	53,6	57,1	2,8	7,5		67,3	176	
24	Ministère de l'Agriculture		5,83	10,75	1,80	18,4	30			17,94	3	dès notification								
25	Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme		7,90	6,75	1,88	16,5	30			13,70	3	dès notification								
26	Ministère des mines et de l'Industrie		5,00	2,00	1,00	8,0	30	31,333	82,3	20,78	7	dès notification								
27	Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'enfant		9,00	1,00	1,00	11,0	30													
28	Ministère de la Culture et de la Francophonie		9,57	7,17	9,33	26,1	30			7,00	3	dès notification								

## ANNEXE 3a - ETAT COMPARATIF DES DELAIS

### DELAIS DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS PAR MINISTERE 1er SEMESTRE 2014

		ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES / 2014	Examen des dossiers d'appel d'offres	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Validation définitive du DAO*	Délai préparation	Délai de publicité	Travaux de la COJO et délibération	Demande d'avis de non objection	Avis de non objection de la DMP	Notification de l'attribution du marché	Publication des résultats et délai de recours	Délai ouverture et attribution	Signature du projet de marché pour approbation	Numérotation du marché	Approbation du marché	Notification de l'approbation du marché	Délai approbation	Temps total (cumul des délais partiels)	Observations
		ACTEURS	DMP/AC	Autorité Contractante (AC)	DMP	AC/DMP	DMP/AC	COJO	AC	DMP	AC	AC	COJO/AC/DMP	AC	AC	AC	AC			
N°	MINISTERE	DELAIS (jours)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	29	3	5	7	3	18	88	
29	Ministère de la Poste, des Technologies de l'Information et de la Communication	9,50	11,20	2,29	<b>23,0</b>	<b>30</b>	38,5	5,5	14,20	7	dès notification									
30	Ministère des Eaux et Forêts	6,05	13,56	2,00	<b>21,6</b>	<b>30</b>														
31	Ministère de la Communication	13,17	18,00	3,00	<b>34,2</b>	<b>30</b>	8	14	20	5	dès notification									
32	Ministère du Tourisme	34,50	5,00	1,00	<b>40,5</b>	<b>30</b>			15,50											
33	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	2,00	25,00	1,00	<b>28,0</b>	<b>30</b>			16,25	5	dès notification									
34	Ministère délégué auprès du PR chargé de la Défense	5,70	7,56	1,67	<b>14,9</b>	<b>30</b>	6	31,75	14,75	5	dès notification	<b>57,5</b>	56,3	5,3	3,8			<b>65,3</b>	<b>168</b>	

## ANNEXE 3b - ETAT DES COURRIERS DE RELANCE

N°	MINISTERES	RELANCE
1	Intérieur et de la Sécurité	3
2	Affaires Étrangères	-
3	Plan et du Développement	-
4	Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	3
5	de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	-
6	Chargée de l'Economie et des Finances	1
7	Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	-
8	Pétrole et de l'Energie	-
9	Environnement, Salubrité Urbaine et Développement Durable	-
10	Infrastructures Économiques	5
11	Fonction Publique et Réforme Administrative	-
12	Education Nationale et l'Enseignement Technique	-
13	Commerce, Artisanat et Promotion des PME	1
14	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	5
15	Transports	2
16	Ressources Animales et Halieutiques	-
17	Santé et Lutte contre le SIDA	5
18	Agriculture	1
19	Construction, Logement, Assainissement et Urbanisme	-
20	Industrie et Mines	-
21	Solidarité, Famille, Femme et Enfant	-
22	Culture et Francophonie	3
23	Poste et Technologies de l'Information et de la Communication	1
24	Eaux et Forêts	-
25	Communication	-
26	Tourisme	1
27	Promotion de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	-
28	Chargé de la Défense	2
29	Chargé du Budget	-

### AUTRES STRUCTURES

	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)	2
	Fonds De Développement et Formation Professionnel	1
	Imprimerie Nationale	1
<b>TOTAL RELANCES</b>		<b>37</b>

## ANNEXE 4a- POINT DES ACTIVITES DE FORMATION AU DEUXIEME TRIMESTRE 2014

### I. ACTIVITES REALISEES

<b>Structures</b>	<b>Date</b>	<b>Objectif</b>	<b>Lieu</b>	<b>Nbre de participants</b>
Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan (UFHBA)	12 au 13 mars 2014	Vulgariser les procédures des marchés publics à l'intention des structures assujetties au Code des marchés publics	UFHBA annexe de Bingerville	100
PETROCI	15 et 16 mars 2014		Salle de conférences de la PETROCI	15
Port Autonome d'Abidjan	11 et 12 juin 2014	Vulgariser les procédures des marchés publics à l'intention des structures assujetties au Code des marchés publics	Centre de formation du Port Autonome d'Abidjan	10
Commission Administrative de Conciliation	22 et 23 mai 2014	Renforcer les capacités des membres de la CAC et de leurs collaborateurs sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics	Salle de conférences de la DMP	6
Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Côte d'Ivoire (CCIF-CI)	26 juin 2014 (module 1 : modes et procédures de passation des marchés publics)	Former les entreprises membres de la CCIF-CI sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics	Salle de conférences de la CCIF-CI	18

## II. PERSPECTIVES

Structures	Période	Objectif
Ministères techniques	dès la disponibilité du financement par la BAD	Renforcer les capacités des acteurs des ministères techniques à l'utilisation des dossiers Types d'Appel d'Offres (DTAO)
Structures assujetties au Code des marchés publics localisées en en région		
Agence Nationale de Service Universel de Télécommunication (ANSUT)	juillet 2014	Vulgariser les procédures des marchés publics à l'intention des structures assujetties au Code des marchés publics
Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)	juillet 2014	

### POINT DES ACTIVITES RELATIVES AUX APPUIS TECHNIQUES

STRUCTURES	NATURE DE L'APPUI
Conseil Café-Cacao	Montage du dossier de demande de numérotation du marché relatif à l'acquisition d'ascenseurs.
Ministère de l'Industrie et des Mines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Montage du dossier d'appel d'offres relatif au recrutement d'un Cabinet pour une mission de conseil et d'assistance pour la recherche d'investisseurs pour le secteur textile.</li> <li>- Examen du dossier d'approbation de marchés soumis au Cabinet du Ministre.</li> </ul>
Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF)	Montage de dossier d'appel d'offres



## ANNEXE 4b

### SYNTHESE SUR LE SEMINAIRE DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION DES MEMBRES DES CABINETS MINISTERIELS

En application des recommandations du Séminaire gouvernemental en date du 19 mai 2014 sur le thème « **budget et marchés publics** », le Ministère auprès du Premier Ministre chargé du budget a engagé, le processus d'information et de sensibilisation des membres des Cabinets ministériels sur les marchés publics.

Organisé de façon éclatée par la Direction des Marchés Publics, ce séminaire qui a débuté le 17 juin 2014 et prévu pour s'achever le 03 juillet 2014 se poursuit en raison des contraintes de calendrier de certains ministères. A la date du mardi 22 juillet 2014, vingt-sept (27) ministères sur vingt-neuf (29) ont été sensibilisés sur les procédures des marchés publics. Il s'agit des ministères ci-après :

N° d'ordre	Ministère	Nombre de participants
1	Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères	11
2	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	27
3	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	24
4	Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	4
5	Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	12
6	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances	23
7	Ministère du Pétrole et de l'Energie	8
8	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	5
9	Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	8
10	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du développement Durable	11
11	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida	12
12	Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	7
13	Ministère des Eaux et Forêts	9
14	Ministère des Infrastructures Economiques	11
15	Ministère de l'Agriculture	18
16	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12

17	Ministère de l'Industrie et des Mines	13
18	Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication	12
19	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	8
20	Ministère de la Culture et de la Francophonie	8
21	Ministère du Tourisme	8
22	Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense	5
23	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	5
24	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget	11
25	Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	7
26	Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	14
27	Ministère de la Communication	9
<b>Nombre total de participants</b>		<b>302</b>

Les ministères ci-après restent à couvrir (à ces deux (2) ministères il faut ajouter le Cabinet du Premier Ministre):

- ✓ Ministère des Transports ;
- ✓ Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle.

La sensibilisation a porté notamment sur les principaux thèmes suivants :

- ✓ les règles et principes fondamentaux des marchés publics ;
- ✓ les procédures de passation et le suivi de l'exécution des marchés publics.

Au terme de ces sessions, il convient de noter, en attendant de produire le rapport final, l'intérêt et l'engouement suscité auprès des auditeurs.

De nombreuses recommandations ont été faites et devraient être prises en compte dans le cadre de la réforme des marchés publics. Ces recommandations portent pour l'essentiel sur :

- ✓ l'extension de la formation à l'endroit de tous les acteurs du système des marchés publics, notamment les Directeurs Généraux et Directeurs centraux des ministères, ainsi que les membres des Cabinets des Institutions de la République ;
- ✓ le renforcement et la mise en œuvre de la législation sur les Partenariats Publics-Privés ;
- ✓ la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- ✓ la définition d'un cadre de gestion des opérations financées par l'Union Européenne ;
- ✓ la définition d'un cadre permanent de collaboration pour la prise en compte des problèmes spécifiques liés aux marchés passés par les ministères ;
- ✓ l'accroissement du rôle de la DMP dans le contrôle de la passation et de l'exécution des marchés publics ;
- ✓ l'application de la réciprocité du principe d'interdiction de toute discrimination fondée sur la nationalité des candidats aux appels d'offres, dans l'espace UEMOA.